

COMMUNE



DE CINQUEUX

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 20 novembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt novembre à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal, légalement convoqué, se sont réunis en séance ordinaire en mairie, sous la présidence de Monsieur Philippe BARBILLON, Maire.

Etaient présents : MM. et Mmes Philippe BARBILLON, Denis LAVERRE, Roselyne GOENSE, Adjoints, Mrs Alain CROGNIER, Marc CHOWANSKI, Mme Catherine HUGONIE, Mr Philippe POUDE, Mme Florence TRIPIAU, Mmes Anne MALLE, Isabelle GAMBART, Mélanie GAUDELET.

Etaient excusés avec pouvoir : Mme Corinne GUYOMARD (donne pouvoir à Mme Catherine HUGONIE)

Absents excusés : Mrs David PEDRI STOCCO, Sébastien GEOFFROY, Paulo FERREIRA, Carol FERREIRA.

Secrétaire de Séance : Mr Denis LAVERRE.

Approbation du procès-verbal de la séance du 28/08/2025.

1) Convention avec le Conseil Départemental pour les voies d'aménagement route de Pont ste Maxence.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que les travaux d'aménagement sécuritaire de la rue de Pont ste Maxence, 1^{er} tronçon (entre la rue des Dames et la rue de Sacy le Grand), sur la RD 29, ont fait l'objet d'une convention générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération avec le Conseil Départemental.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

1. Conformément à l'article 4-3 de la convention, la commune :

- S'engage à respecter les règles et les normes en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite prescrites par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- 2. A l'article 4.1 de la convention dans le cadre de la Loi Laure (Loi sur l'Air et l'utilisation Rationnelle de l'Energie) n° 96-1236 DU 30 décembre 1996, article 20, codifié au Code de l'Environnement par l'article L.228-2, il est demandé de mettre au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements sous forme de pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation.
- Décide de la non-réalisation de l'aménagement cyclable sur le tronçon « entre la rue des Dames et la rue de Sacy le Grand » de la rue de Pont ste Maxence,

- les trottoirs existants ne permettent pas l'aménagement d'une piste cyclable (emprises restreintes)
 - La topographie du terrain ne permet pas l'utilisation des 2 côtés de la chaussée.
 - Le trottoir pour piéton est prioritaire
 - Aucune continuité d'aménagement cyclable à assurer.
3. Autorise Monsieur le Maire à signer la présente convention générale de maîtrise d'ouvrage précitée.

2) Subvention du Conseil Départemental – Route de Pont ste Maxence

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le projet de travaux d'aménagement sécuritaire de la rue de Pont ste Maxence, 1^{er} tronçon (entre la rue des Dames et la rue de Sacy le Grand), sur la RD 29, ont été validé par le conseil départemental. Etant donné que ce projet intervient sur une départementale, il est impératif de passer une convention qui donne l'autorisation de faire les travaux.

Ce projet d'aménagement consiste :

- De rénover les trottoirs qui n'ont jamais été réalisés
- De réaliser des parkings avec des surfaces végétalisées
- De réaliser un plateau au carrefour rue de Sacy pour limiter la vitesse.

Ces travaux sont éligibles dans le cadre des demandes de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Oise.

L'estimation du projet s'établie à :

Aménagement entre la rue des Dames et rue de Sacy – VRD	545 927.72€
Aménagement entre la rue des Dames et rue de Sacy – Espace Vert	<u>99 071.50€</u>
	S/TOTAL 644 999.22€
Montant des frais annexes :	
Maitrise d'œuvre	25 000.00€
Paysagiste	15 000.00€
Analyse, levée topographique	<u>7 000.00€</u>
	S/TOTAL 47 000.00€
<u>Montant total du projet est estimé à</u>	TOTAL 691 999.22 H.T.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire, ou son représentant :

- à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Oise
- à signer toutes les pièces y afférentes.

3) Vente de terrains communaux

Monsieur le Maire déclare qu'il a eu deux propositions d'achat de terrain, l'un pour la rue de la Persévérance et l'autre pour la rue des Aigumonts.

Finalement, aucune suite ne sera donnée pour ces deux projets.

Par contre, il a été contacté pour un projet de construction dont l'acquéreur souhaiterait une construction de 19m de façade, et pour ce faire serait prêt à acheter deux parcelles situées dans la rue de la Persévérance.

Si le projet abouti, monsieur le Maire demande l'avis de l'assemblée délibérante.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à vendre deux terrains pour une construction à usage d'habitation.

4) Convention SACPA

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que le contrat qui liait la commune avec le groupe SACPA dont le siège social se situe à CASTELJALOUX, mais l'accueil des animaux en fourrière est réalisé au centre animalier de BEAUVAIS, arrive à échéance.

Il précise que la loi 99-5 du 06 janvier 99 (code rural) impose aux Maires d'avoir leur propre service de fourrière ou d'adhérer à une structure réglementaire.

Les prestations de la SACPA

- La capture, la prise en charge des carnivores domestiques sur la voie publique
- Le transport des animaux vers le lieu de dépôt légal
- La gestion de la fourrière animale

Le Prix de la prestation est basé sur un forfait annuel : 1.20€ H.T / habitant soit 2035.20€ H.T. sur lequel s'ajoute la T.V.A.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat avec la société SACPA de Beauvais pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

5° Nomination du coordonnateur communal pour la campagne de recensement 2026

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que le recensement de la population communale aura lieu en 2026. La période de collecte se déroulera du 15 janvier au 14 février 2026.

Il informe par délibération en date du 17 juin 2025, que Mme Cécile CANONICO avait été nommée coordonnateur communal.

Vu le départ par mutation de Mme Cécile CANONICO au 10 décembre 2025, Monsieur le Maire nomme en qualité de coordonnateur communal Mme Emmanuelle VANDENBERGHE, rédacteur territorial.

Il informe que la nomination d'un coordonnateur communal est nécessaire pour assurer un bon suivi de la collecte avec les agents recenseurs mais également l'INSEE.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, confirme la nomination de Madame Emmanuelle VANDENBERGHE au poste de coordonnateur communal pour la campagne de recensement 2026.

6° Rémunération des agents recenseurs

Considérant que la collecte du recensement de la population 2026 se déroulera du 15 janvier au 14 février 2026.

Considérant que trois agents recenseurs sont en cours de recrutement.

Considérant que pour réaliser ce recensement, la dotation forfaitaire allouée par l'INSEE s'élève à 2979€ pour l'année 2026.

Le conseil municipal, à l'unanimité,

- Fixe les conditions de rémunération des agents recenseur. Elle sera calculée sur la base de l'indice brut 367 majoré 366 qui équivaut à la base du SMIC.
- Impute la dépense correspondante au chapitre 012 du budget principal
- Autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces.

7° Convention stopfrelons60

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que nous avons, en particulier cette année une recrudescence de nids de frelons sur le territoire.

IL existe deux cas de figure,

- Lorsque ces nids se situent sur le domaine privé, c'est à la charge des résidents et font intervenir une société privée,
- Lorsqu'ils se situent sur le domaine public, les pompiers interviennent.

Le tarif pratiqué par une société privée étant assez onéreux, certains peinent à recourir rapidement à un professionnel, ce qui occasionne une gêne et un danger pour le voisinage.

La commune souhaite participer à la lutte collective contre le frelon asiatique, protéger la santé publique des habitants et concourir au maintien de la biodiversité.

Pour ce faire, Monsieur le Maire veut établir une convention avec un professionnel afin d'être efficace en cas de présence de nids pour assurer la destruction, voir l'enlèvement.

La société STOPFRELONS60 est basée à Pont ste Maxence.

Le Prix de la prestation est basé sur un coût forfaitaire de 95€ TTC par intervention et par nid.

La commune prend à sa charge à 100% les destructions de nid en agglomération.

La présente convention est conclue pour une année, reconductible tacitement par période d'un an. Elle prendra effet au 21 novembre 2025.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat avec la société STOPFRELONS60 pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

8° Création de poste d'adjoint administratif.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Compte tenu du départ, par voie de mutation, de Mme Cécile CANONICO, il convient de la remplacer,

Compte tenu de l'arrivée, par voie de mutation d'un agent pour le grade d'adjoint administratif, Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi permanent d'adjoint administratif territorial, à temps complet à raison de 35h/semaine à compter du 10 décembre 2025.

A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emploi des adjoints administratifs, relevant de la catégorie hiérarchique C.

L'agent affecté à cet emploi sera chargé des mêmes fonctions qu'elle occupait précédemment et à exercer des missions polyvalentes.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emploi concerné.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE :

Article 1 : D'adopter la proposition du Maire.

Article 2 : de modifier ainsi le tableau des emplois :

Filière	Grade/Emploi	Fonctions	Temps de travail	Susceptible d'être pourvu par voie contractuelle	Postes pourvus ou vacants
<i>Administratif</i>	<i>Adjoint administratif</i>	<i>Secrétaire</i>	<i>35h</i>	<i>Oui / 332-8 2°</i>	<i>Pourvu par un fonctionnaire</i>

Article 3 : d'abroger les précédentes délibérations fixant le tableau des emplois à compter de l'entrée en vigueur de la présente.

Article 4 : d'inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

Article 6 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Questions diverses :

- 1) Mr Philippe POUDE indique que dans la rue du Marais, depuis que la route a été refaite, les tampons bougent ce qui occasionnent du bruit lors du passage des véhicules.

Séance levée à 20h10.

Le Maire.
Philippe BARBILLON.